

(N° 23)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 4 DÉCEMBRE 1924.

PROJET DE LOI FIXANT LE CONTINGENT POUR 1925.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS,

Le projet de loi qui vous est soumis a pour objet de fixer, en vertu de l'article 119 de la Constitution, le contingent de l'armée pour 1925.

Le Gouvernement vous propose le nombre moyen maximum de 82,300 hommes, y compris les troupes à entretenir dans la 4^e zone d'occupation des pays rhénans.

Ce nombre se décompose comme suit :

Volontaires et rengagés	18,000
Miliciens	56,500
Rappelés pour tirs et Manœuvres	7,800

Il convient à ce propos de rappeler ce qui suit :

En 1923, le contingent était de 111,000 hommes.

Pour l'année 1924, ce nombre a été réduit à 74,000 hommes.

Cette réduction considérable avait pour causes :

- 1° La fin du régime de l'appel annuel de deux classes ou d'une classe et demie;
- 2° La mise en pratique du régime spécial d'incorporation appliqué à partir de la classe de 1923, régime qui devait s'adapter à l'occupation de la Ruhr et à la relève périodique par des hommes instruits des unités chargées de cette occupation.

Ce régime obligea à échelonner, à quatre mois d'intervalle, l'incorporation dans les corps d'armée. La première application en fut faite au cours de l'année 1924 : au lieu d'appeler leurs miliciens fin 1923, comme cela aurait eu lieu sous le régime normal, les II^e et I^{er} corps d'armée ne les incorporèrent respectivement que quatre et huit mois plus tard, soit fin mars et fin juillet 1924. Le I^{er} corps d'armée n'a compté aucun milicien pendant environ quatre mois.

Il en est résulté une diminution très sérieuse des présents en 1924. C'est ce qui explique la réduction du contingent à 74,000 hommes.

L'évacuation prévue de la Ruhr permet de laisser sans application l'article 87 de la loi sur la milice et de fixer à douze mois la durée du terme de service actif. Par contre, elle oblige à modifier, de nouveau, le régime d'incorporation et à adopter, pour toutes les unités, la double incorporation annuelle.

Il est, en effet, indispensable :

1° D'avoir en permanence dans tous les corps un noyau d'hommes ayant terminé leur instruction élémentaire;

2° D'assurer un certain chevauchement des deux fractions du contingent, de façon à assurer, sans interruption, le fonctionnement des services généraux.

Dès lors le nouveau régime impose, contrairement à ce qui s'était passé pour la classe 1923, l'obligation d'avancer l'appel de la classe de 1924.

Des corps d'armée auront de ce fait, pendant un certain temps en 1925, une classe et demie sous les armes.

L'année 1925 est donc exceptionnellement pléthorique puisqu'elle comprend d'une part, les miliciens de la classe de 1923 dont l'appel avait été retardé et que, d'autre part, elle incorpore non seulement la classe de 1924 mais également de nombreux éléments de la classe de 1925.

Il convient donc de considérer l'année 1925 comme constituant la période transitoire qui doit permettre de passer, sans inconvénients graves, du régime ancien au nouveau.

Il n'est pas sans intérêt de signaler, dès à présent, que le contingent de 1926 pourra subir une réduction notable et qu'à partir de 1927, le contingent annuel moyen ne dépassera pas vraisemblablement 71,000 hommes, non compris les miliciens rappelés pour les tirs et manœuvres.

Voyons maintenant ce qui concerne le chiffre de 7,800 attribué, dans le tableau ci-dessus aux rappelés pour tirs et manœuvres.

En exécution de la loi du 4 août 1923, on a rappelé, en 1924, la classe 1920 dans toute l'armée pour trois semaines et on a formé deux divisions de réserve pendant deux semaines avec l'appoint de deux classes (1918 et 1919).

En outre, pour arriver à un régime régulier, il eût fallu rappeler toute la classe 1921; mais cette mesure ne put être appliquée que partiellement.

En effet, au I^{er} corps d'armée, cette classe avait quitté le service actif depuis cinq mois seulement et son rappel eût, au point de vue de l'instruction, été prématuré. D'autre part, à l'infanterie du II^e corps d'armée, il fut impossible d'appliquer cette mesure qui eût eu pour résultat de porter les unités à un effectif supérieur à l'effectif de guerre.

Ces restrictions apportées au rappel de la classe 1921 ont réduit les présences journalières de 1,300.

Il faut considérer, en outre, que si on avait formé les divisions de réserve avec quatre classes, ce qui était normal, et pendant trois semaines, le nombre de présences journalières aurait encore été augmenté de 1,000. Cette réduction a été faite pour éviter l'emploi de butins neufs et parce que les militaires rappelés n'avaient plus que quatorze jours de rappel à accomplir.

On a donc réalisé en 1924 un bénéfice anormal de 2,300 présences journalières.

En 1925, les rappels seront établis d'après le système nouveau mis en expérience, consistant à faire effectuer par tous les militaires leur second rappel dans des unités actives. Il s'appliqueront à la classe 1922 et à la classe 1920, ainsi que, à titre exceptionnel, aux militaires de la classe 1921 qui n'ont pas été rappelés en 1924 et aux auxiliaires des corps de troupe de la classe 1924. Ces deux dernières catégories augmenteront de 1,600 le nombre de journées de présence.

Mais ces rappels sont une nécessité en ce qui concerne la classe 1921 pour permettre d'adopter un régime régulier de rappels dès 1926, et en ce qui concerne les auxiliaires de 1921 du IV^e corps d'armée pour assurer les services généraux au début de l'incorporation anticipée des contingents de 1924.

Quant à la classe 1920, son rappel ne peut-être différé, parce que celui-ci doit se faire avant que cette classe ne soit à la veille de passer à la réserve d'alimentation. Dans ces conditions, il devra se faire au plus tard en 1926; mais au cours de 1926, il faut prévoir le rappel légal de deux autres classes (1923 et 1924).

L'excédent d'effectifs se manifesterait donc encore plus en 1926 qu'en 1925, puisqu'on aurait alors trois classes complètes rappelées. Au reste, l'excédent des journées de rappel en 1925 est largement compensé par le gain réalisé sur les rappels en 1924 et par la décision d'abandonner le rappel de toutes les classes antérieures à celle de 1920, qui légalement auraient pu encore être rappelées pour trois semaines en moyenne.

Le Ministre de la Défense Nationale,

P. FORTHOMME.

Le Ministre de l'Intérieur et de l'Hygiène,

P. POULLET.

(4)

(N° 23)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 4 DECEMBER 1924.

WETSONTWERP HOUDENDE VASTSTELLING VAN HET LEGER- CONTINGENT VOOR 1925.

MEMORIE VAN TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Het u voorgelegd wetsontwerp heeft ten doel, krachtens artikel 119 der Grondwet, het legercontingent voor 1925 vast te stellen.

De Regeering stelt u het gemiddeld maximumgetal voor van 82.300 man, met inbegrip van de troepen voor het 4^e bezettingsgebied in Rijnland.

Dit getal begrijpt :

Vrijwilligers en opnieuwdienenden	18.000
Miliciens	56.300
Wederopgeroepen voor de schietoefeningen en manoeuvres	7.800

Hieromtrent is het gepast eraan te herinneren, dat :

In 1923, het legercontingent 111.000 man bedroeg.

Voor 1924, werd dit getal verminderd tot 74.000.

Die aanzienlijke vermindering was het gevolg van :

1^o Het einde van het stelsel der jaarlijksche oproeping van twee klassen of van anderhalve klasse ;

2^o De toepassing van het bijzonder inlijvingsstelsel, ingevoerd vanaf de klasse 1923, stelsel, dat verband hield met de Rhurbezetting en de geregelde aflossing van de bezettingseenheden, door geoefende manschappen.

Dit stelsel legde de verplichting op, om de vier maanden, tot de inlijving bij de legerkorpsen over te gaan. Het werd voor de eerste maal in 1924 toegepast : de I^e en II^e legerkorpsen, in plaats van de miliciens op 't einde van 1923 binnen te roepen, zoals het onder het gewoon stelsel hadde moeten gebeuren, lijfden

ze eerst onderseheidend 4 en 8 maanden later in, zegge einde Maart en einde Juli 1924. Ongeveer 4 maanden lang was er geen enkele milicien bij het I^e legerkorps.

Hieruit is gevolgd, dat er, in 1924, veel minder aanwezigen waren, weshalve het contingent tot 74,000 man kon ingekrompen worden.

Wegens de voorziene ontruiming van de Ruhr, hoefde artikel 87 van de wet op de militie niet toegepast, en kon de werkelijke dienstdienst op twaalf maanden vastgesteld worden. Daarentegen legt zij de verplichting op andermaal het inlijvingsstelsel te wijzigen en voor al eenheden de dubbele jaarlijkse inlijving aan te nemen.

Het is, inderdaad, onontbeerlijk :

1^o In al de korpsen een bestendige kern van manschappen voorhanden te hebben, die hunne aanvankelijke opleiding hebben voleind;

2^o Een zekere ineenschuiving te verzekeren tusschen beide de deelen van het contingent, zoodat de algemeene diensten ononderbroken kunnen doorwerken.

In strijd met wat voor de klasse 1923 geschiedde, legt het nieuwe stelsel dus de verplichting op de oproeping van de klasse 1924 te vervroegen.

Uit dien hoofde zullen sommige legerkorpsen gedurende een zekeren tijd, in 1925, anderhalve klasse onder de wapens hebben.

1925 is dus buitengewoon overvoerd, vermits het eenerzijds, de miliciens begrijpt van de klasse 1923, die later werden binnengeroepen, en anderzijds, niet alleen de klasse 1924, maar ook talrijke elementen van de klasse 1925.

1925 dient dus beschouwd als een tijdperk, om, zonder ernstige moeilijkheden, van het oud stelsel tot het nieuwe te kunnen overgaan. Het is niet van belang onthloot er van stonden aan op te wijzen, dat het contingent 1926 merkkelijk zal kunnen verminderd worden, en dat het gemiddeld jaarlijksch contingent, vanaf 1927, waarschijnlijk ten hoogste 71.000 man zal bedragen, de wederopgeroepen voor de schietoefeningen en manoeuvres niet inbegrepen.

Laat ons nu het in voorgaande tabel vermeld getal 7,800 — wederopgeroepen voor de schietoefeningen en manoeuvres — beschouwen.

Ter uitvoering van de wet van 4^e Augustus 1923, heeft men, in 1924, de klasse 1920, in heel het leger, voor drie weken binnengeroepen, en gedurende twee weken, met behulp van twee klassen (1918-1919) twee reserve-divisies gevormd.

Om bovendien een regelmatig stelsel tot stand te brengen, hadde men heel de klasse 1921 moeten binnenroepen, maar die maatregel kon maar gedeeltelijk toegepast worden.

Inderdaad, bij het I^{ste} legerkorps had die klasse haren werkelijken termijn pas sedert vijf maanden uitgediend, en, in opzicht van opleiding, ware de wederoproeping voorbarig geweest. Bij de infanterie van het II^e legerkorps, anderzijds, was het onmogelijk dien maatregel toe te passen, want de eenheden hadden dan eene grootere getalsterkte bereikt dan die voor den oorlog.

Wegens de beperkingen waren er bij de wederoproeping van de klasse 1921, 1,300 aanwezigen minder.

Er dient, bovendien, in aanmerking genomen, dat er nog 1,000 aanwezigen meer waren geweest, indien men gedurende drie weken de reserve-divisies had gevormd met vier klassen, wat normaal ware geweest.

Die vermindering werd gedaan om het gebruik van nieuwe uitrustingen te vermijden en omdat de wederopgeroepen militairen nog slechts veertien dagen hadden te dienen.

In 1924 werd er dus een *buitengewone winst gemaakt van 2,300 dagelijksche aanwezigen*.

In 1925 zullen de wederoproeping plaats hebben volgens het beproefd nieuw stelsel, waarbij al de militairen hunne tweede wederoproeping moeten voleinden bij actieve eenheden. Zij zullen dus gelden voor de klasse 1922 en de klasse 1920, evenals, bij uitzondering, voor de militairen van de klasse 1921, die in 1924 niet werden binnengeroepen, en voor de hulpsoldaten van de troepenkorpsen der klasse 1921. Deze laatste twee categoriën *brenge*n 1,600 aanwezigen meer bij.

Doch die wederoproeping, wat de klasse 1921 betreft, zijn noodzakelijk om, vanaf 1926, een regelmatig stelsel van wederoproeping te kunnen invoeren, en wat de hulpsoldaten van 1921 van het vierde legerkorps aangaat, om de algemeene diensten in het begin van de vervroegde inlijving der contingenten van 1924 te verzekeren.

Wat de klasse 1920 betreft, kan de wederoproeping niet uitgesteld worden, doordat deze moet geschieden vóór dat die klasse haast moet overgaan tot de aanvullingsreserve.

Ten aanzien van die omstandigheden, zal de wederoproeping uiterlijk in 1926 moeten plaats hebben; maar in den loop van 1926 moet de wettelijke wederoproeping van twee andere klassen (1923 en 1921) voorzien worden. Nog meer dan in 1925 zouden er dan in 1926 manschappen te veel zijn, vermits er dan drie volledige wederopgeroepen klassen zouden binnen zijn. Trouwens, het te veel wederopgeroepen, in 1925, wordt ruimschoots vergoed door de winst behaald op de wederoproeping in 1924, en door de beslissing, af te zien van de wederoproeping van de klassen van vóór 1920, die wettelijk, nog gemiddeld voor drie weken moesten binnenkomen.

*De Minister van Binnenlandsche Zaken,
en Volksgezondheid.*

P. POULLET.

De Minister van Landsverdediging,

P. FORTHOMME.

(9)

ANNEXE AU N° 23.

**Projet de loi fixant le contingent
pour 1925.**

ALBERT,

ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir, Salut

Sur la proposition de Nos Ministres
de la Défense Nationale et de l'Intérieur
et de l'Hygiène,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Nos Ministres de la Défense Nationale
et de l'Intérieur et de l'Hygiène sont
chargés de présenter en Notre Nom,
aux Chambres législatives, le projet de
loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER.

Le contingent moyen de l'armée pour
1925 est fixé à 82,300 hommes au
maximum, y compris le contingent à
entretenir dans la 4^e zone d'occupation
des pays rhénans.

ART. 2.

La levée à effectuer en 1925 com-
prendra, dans les limites fixées à l'ar-
ticle 57, littéra A, de la loi sur la milice,
le recrutement et les obligations de
service, les jeunes gens appartenant à

BIJLAGE VAN N° 23.

**Wetsvoorstel houdende vaststelling van
het legercontingent voor 1925.**

ALBERT,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstigen, Heil.

Op voorstel van Onze Ministers van
Landsverdediging en van Binnenland-
sche Zaken en Volksgezondheid,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Ministers van Landsverdediging
en van Binnenlandsche Zaken en Volks-
gezondheid zijn gelast het wetsontwerp
waarvan de inhoud volgt, in Onzen
naam, bij de Wetgevende Kamers in te
dienen :

EERSTE ARTIKEL.

Het gemiddeld legercontingent voor
1925 is vastgesteld op maximum
82,300 man, met inbegrip van het
contingent voor het 4^e bezettingsge-
bied in Rijnland.

ART. 2.

De lichting voor 1925 begrijpt, bin-
nen de grenzen vastgesteld bij artikel 57,
littera A, der wet op de militie, de wer-
ving en de dienstverplichtingen, de jon-
gelingen van de klasse 1925, of bij die

la classe de 1925, ou rattachés à cette	klasse ingedeeld, die voor den dienst
classe qui seront désignés pour le	zullen aangewezen worden.
service.	

Donné à Bruxelles, le 4 décembre
1924.

Gegeven te Brussel, den 4^e December
1925.

ALBERT.

PAR LE ROI :
Le Ministre de l'Intérieur
et de l'Hygiène,

VAN 'S KONINGS WEGE :
De Minister van Binnenlandsche Zaken
en Volksgezondheid,

PAUL POULLET.

Le Ministre de la Défense Nationale, | *De Minister van Landsverdediging,*

P. FORTHOMME.
